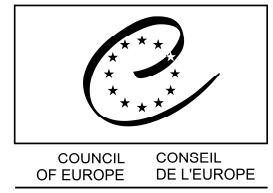


Web site: www.coe.int/cybercrime



Strasbourg, 18 mars 2009

T-CY (2009) 05

**CONCERTATION MULTILATERALE ENTRE LES ETATS PARTIES
A LA CONVENTION SUR LA CYBERCRIMINALITE [STCE no. :185]**

(Comité de la Convention Cybercriminalité T-CY)

**Quatrième réunion
Strasbourg, 12 – 13 mars 2009**

RAPPORT DE REUNION ABREGE

Le Comité a tenu sa réunion les 12 et 13 mars 2009, sous présidence de Mme Betty SHAVE (Etats-Unis).

Le Comité a décidé:

Election du Président et du Vice-président par les représentants des Parties à la Convention

- élire Mme Betty SHAVE comme Présidente et M Markko KÜNNAPU comme Vice-président.

Méthodes de travail du Comité

- créer un Bureau composé du Président, Vice-président et trois membres du Comité;
- élire M Erik J.H. PLANKEN, Mme Nora KAISER et M Fabien LANG en qualité de Membres du Bureau.

Etude de certaines dispositions de la Convention sur la Cybercriminalité (CETS No. : 185) et son Protocole (CETS No. : 189)

En ce qui concerne les questions de compétence:

- donner des instructions au Secrétariat de préparer, après consultation avec le Président et délégations intéressées, un projet de questionnaire sur la nécessité d'un accès direct transfrontière aux données et flux de données là où d'autres mesures paraissent inappropriées ou défaillantes;
- donner des instructions au Secrétariat de consulter les Etats parties et signataires à la Convention et les Etats invités à adhérer à la Convention ainsi que le CDPC sur le projet de questionnaire en vue de sa finalisation par la procédure écrite;
- donner des instructions au Secrétariat de distribuer le questionnaire aux Etats parties à la Convention et aux Etats signataires de la Convention ainsi qu'aux Etats invités à y adhérer en vue de présenter par la suite les réponses obtenues au T-CY et au CDPC.

En ce qui concerne le fonctionnement du réseau 24/7 :

- prendre note du document de discussion "The functioning of 24/7 points of contact for cybercrime" préparé par le Projet sur la cybercriminalité ;
- encourager une coopération ultérieure avec le Sous-groupe du G8 sur la criminalité de haute technologie en vue du renforcement ultérieur du fonctionnement effectif du réseau ;
- envoyer une demande officielle au Sous-groupe du G8 sur la criminalité de haute technologie concernant la possibilité de publier les noms officiels des points de contact sans divulguer leurs coordonnées complètes ;

- donner des instructions au Secrétariat de consulter les Parties et le CDPC sur la publication document de discussion “The functioning of 24/7 points of contact for cybercrime” préparé par le Projet sur la cybercriminalité dans un délai de trois mois ;
- faire part au Bureau de la question de la participation mutuelle du T-CY et du Sous-groupe du G8 sur la criminalité de haute technologie à leurs réunions respectives, ainsi que de la question de la gestion de la collaboration dans le cadre du réseau 24/7.

Entraide judiciaire dans les affaires informatiques à la lumière des informations fournies par le CDPC et le PC-OC.

- continuer ses discussions sur les façons et moyens de faciliter l’entraide judiciaire sur la base de la Convention.

Discussion sur la possibilité de compléter / renforcer la Convention

- adopter les commentaires à Recommandation 1855 (2009) de l’Assemblée Parlementaire « La régulation des services de médias audiovisuels». (**Annexe I**).

Autres travaux menés par le Conseil de l’Europe sur des sujets spécifiques relatifs à la cybercriminalité

- adopter une opinion concernant les relations entre la Convention Cybercriminalité et le projet de Convention sur la contrefaçon des produits médicaux et les infractions similaires menaçant la santé publique, sur la base des discussions tenues par le T-CY. (**Annexe II**).

Travaux menés par d’autres forums

- renforcer la coopération avec l’OCDE, y compris en invitant l’OCDE à participer à sa prochaine réunion comme observateur.

Prochaine réunion du Comité de la Convention Cybercriminalité (T-CY)

- Fixer une date en 2010 après consultation du Bureau;
- inviter aussi les Etats invités à adhérer la Convention à participer en tant qu’observateurs aux futures réunions du T-CY.

Adoption du rapport abrégé de la réunion

- Adopter le rapport abrégé de la réunion.

PROJET DE COMMENTAIRES ET OPINIONS

ANNEXE I

Commentaires sur la Recommandation 1855 (2009) de l'Assemblée Parlementaire « La régulation des services de médias audiovisuels »

Le Comité a étudié avec attention le point 12.4. Recommandation 1855 (2009) de l'Assemblée Parlementaire. Il a remarqué que l'Assemblée n'a pas indiqué quel type de contenu illégal devrait faire objet de protocoles additionnels à la Convention Cybercriminalité.

Le Comité rappelle que la Convention contient déjà le délit relatif au contenu de production ou distribution illégale de pornographie infantile (article 9) et prévoit l'incrimination des infractions relatives à l'atteinte à la propriété intellectuelle et aux droits connexes (article 10). Le Protocole additionnel de 2003 élargit la portée de la Convention, y compris de ses dispositions sur le fond, la procédure et la coopération internationale, de manière à couvrir également les infractions concernant la propagande raciste et xénophobe.

De plus, en 2007 le CDPC a réexaminé les dispositions de la Convention, a noté que la Convention avait gagné un large soutien international et qu'il était trop tôt pour entreprendre une révision détaillée de ses dispositions (CDPC, 56^{ème} réunion plénière, point 10 de l'Ordre du jour).

Le T-CY est d'avis qu'il n'est pas nécessaire actuellement d'adopter un protocole additionnel dès lors que les contenus illicites sont déjà couverts par les instruments internationaux en vigueur.

ANNEXE II

Opinion du T-CY sur les relations entre la Convention Cybercriminalité et le projet de Convention sur la contrefaçon des produits médicaux et les infractions similaires menaçant la santé publique :

Sur la demande du Bureau du CDPC, le Comité a examiné les dispositions pertinentes de la Convention sur la cybercriminalité et le projet de Convention sur la contrefaçon des produits médicaux et les infractions similaires menaçant la santé publique, en vue d'évaluer les relations entre ces deux instruments.

Le Comité est d'avis que les dispositions de la Convention Cybercriminalité, notamment celles relatives au droit procédural et à l'entraide judiciaire, pourraient être considérées comme applicables aux actes criminels de publicité et de fourniture de produits médicaux contrefaits sur internet.

ANNEXE III

PROJET D'ORDRE DU JOUR

- 1. Ouverture de la réunion**
- 2. Election du Président et du Vice-président par les représentants des Parties à la Convention**
- 3. Adoption de l'ordre du jour**
- 4. Etat des signatures, ratifications, adhésions à la Convention et à son protocole additionnel (y compris l'état d'avancement et le calendrier prévisionnel)**
- 5. Etude de certaines dispositions de la Convention sur la Cybercriminalité et son Protocole (CETS No. : 189)**
 - a. Conservation rapide de données informatiques stockées et Conservation et divulgation partielle rapides de données relatives au trafic (articles 16 et 17)
 - b. Questions de compétence (article 22)
 - c. Fonctionnement du Réseau 24/7 sous l'article 35
- 6. Entraide judiciaire dans les affaires informatiques à la lumière des informations fournies par le CDPC et le PC-OC.**
- 7. Mise en œuvre de la Convention**

Les profils des états établis par le Projet sur la Cybercriminalité
- 8. Informations concernant le Projet sur Cybercriminalité**
 - a. Les activités à ce jour et le programme des travaux 2009/2010
 - b. la Conférence Octopus Interface « Coopération contre le Cybercriminalité », 10 -11 mars 2009
 - c. Résultats de l'atelier II de la Conférence Octopus Interface concernant la pornographie infantile
- 9. Discussion de la possibilité de compléter / renforcer la Convention**
 - a. Recommandation 1855 (2009) de l'Assemblée Parlementaire « La régulation des services de médias audiovisuels» [Rec 1855 \(2009\)](#)
 - b. Discussion générale
- 10. Autres travaux menés par le Conseil de l'Europe sur des sujets spécifiques relatifs à la cybercriminalité**
 - a. Groupe de spécialistes sur les produits pharmaceutiques contrefaits (PC-S-CP)

- b. Comité d'experts sur le terrorisme (Codexter)

11. Travaux menés par d'autres forums

- a. Le troisième "Internet Governance Forum" (IGF), Hyderabad, décembre 2008 et les préparations pour la quatrième réunion à Sharm El Sheikh, novembre 2009.
- b. Union Européenne (UE) – proposition d'une décision-cadre
- c. Autres

12. Formation disponible (auprès des structures internationales ou états)

13. Méthodes de travail du Comité

- a. Création du bureau
- b. Site web interactif

14. Divers

15. Prochaine réunion du Comité de la Convention Cybercriminalité (T-CY)

16. Adoption du rapport abrégé de la réunion

ANNEXE IV

LISTE DE PARTICIPANTS

PARTIES PARTICIPANT A LA CONVENTION SUR LA CYBERCRIMINALITE

CROATIE

Ivan MIJATOVIC, Chief Inspector, Ministry of the Interior, 10.000 ZAGREB, ILICA 335, Croatia, Tel: +385 1 3788789, mobile: +385 91 4545520, Fax: +385 1 4887333, E-mail : imijatovic@mup.hr

ESTONIE

Mr Markko KÜNNAPU, Adviser, Criminal Police Department, Ministry of Justice, Tõnismägi 5A, 15191 TALLINN, Estonia; Tel: +372 620 8205, Fax: +372 620 8109, E-mail : Markko.kynnapu@just.ee

FINLANDE

Ms Sanna MIKKOLA, Counsellor of Legislation, Ministry of Justice, PO Box 25, FIN-00023 GOVERNMENT, Finland, Tel. +358-9-1606 7709, Fax. +358-9-1606 7737, E-mail: sanna.mikkola@om.fi

FRANCE

M. Fabien LANG, Commissaire de Police, Adjoint au Chef de l'OCLCTIC, Direction centrale de la Police Judiciaire, 101 rue des trois Fontanot, 92000 NANTERRE, France ; Tel : +33 1 47 449 782, Fax : +33 1 47 449 799, E-mail : fabien.lang@interieur.gouv.fr

M. Francis STOLIAROFF, Magistrat, Mission de négociation et de transposition des normes pénales internationales, Direction des Affaires Criminelles et des Grâces, Ministère de la justice, E-mail : francis.stoliaroff@justice.gouv.fr

HONGRIE

Mr Zsolt SZABOLCSI, Senior detective, National Bureau of Investigation, High-tech Crime department, Aradi u. 21-23, 1062 BUDAPEST, Hungary; Tel: +36 1 428 9283, Fax: +31 6 428 9282, E-mail: szabolcsizs@nni.police.hu

ITALIE

Cpt. Andrea CECCOBELLI, GAT-NSFT Guardia di Finanza, 2th Sec. Commander, M. Boglione nr. 84 Street – 00155 Rome (Italy), Tel. +39.06.22938902, Mob. +39.328.8247866, Fax. +39.06.22938915, E-mail: ceccobelli.andrea@gdf.it

PAYS-BAS

Mr Henrik W. K. KASPERSEN, Director Computer/Law Institute, Vrije Universiteit, De Boelelaan 1105, 1181 HV AMSTERDAM, The Netherlands; Tel: +31 20 598 62 31, Fax: +31 20 598 62 30, E-mail: kaspersen@rechten.vu.nl

Erik J.H. Planken, Ministerie van Justitie / DGRR, Directie Rechtshandhaving en Criminaliteitsbestrijding, Afdeling Criminaliteit en Veiligheid, pb 20301, 2500 BZ Den Haag, The Netherlands; Tel: +3170370 7261/7288 06 13 77 58 71, E-mail: e.planken@minjus.nl

NORVEGE

Eirik Tronnes HANSEN, Police Procecutor, National Criminal Investigation Service, Brynsalléen 6, PO box 8163 Dep., N-0034 Oslo, Norway, Tel +47 23 20 80 00/82 67, Fax +47 23 20 82 81, Mob. +47 48 88 78 88, E-mail: eirik.tronnes.hansen@politiet.no

ROUMANIE

Ms Cristina SCHULMAN, Legal adviser – Department for International Law and Treaties Ministry of Justice, Address: 17 Apolodor Street, 5th Sector, BUCHAREST 50741, Romania; Tel: + 4021/ 318 33 06, Fax: + 4021/310 16 62, Email: cschulman@just.ro

Ms Ioana Bogdana ALBANI, Chief Prosecutor, Head of the Cybercrime Unit, Prosecutor's Office attached to the High Court of Cassation and Justice, Directorate for the Investigation of Organised Crime and Terrorism, 14, Libertatii Blvd., sector 5, BUCHAREST, Romania; Tel: +40 21 319 39 30/ +40 724 330 498/ +40 742 923 585, Fax: +40 21 319 39 30, Email: i_albani@yahoo.com / albani_ioana@mpublic.ro

“THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA”

Mr. Igorce KARAFILOVSKI, Head of Sector for regulation and system development, Office for Prevention of Money Laundering and Financing Terrorism, St. Veljko Vlahovik No.11,1 000 Skopje; tel: +389 2 3297 695; fax: +389 2 3224 824; GSM +389 76 445 301, E-mail address: igor.karafilovski@uspfft.gov.mk

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Ms Betty SHAVE, Chair of the Committee, Assistant Deputy Chief for International Computer Crime, Computer Crime and Intellectual property Section, US Department of Justice, 1301 NY Avenue NW, WASHINGTON, DC 20530; Tel: +1 202 616 2522, Fax: +1 202 514 6113, E-mail: betty.shave@usdoj.gov

Mr Richard GREEN, Trial Attorney, Criminal Division, US Department of Justice, Computer Crime and Intellectual Property Section, 1301 NEW YORK Avenue NW Suite 600 / WASHINGTON DC 20530; Tel: +1 202-616-3475, Fax: +1 202-514-6113, E-mail: Richard.Green@usdoj.gov

Mr Kenneth HARRIS, Associate Director, Office of International Affairs, Criminal Division, U.S. Department of Justice, 950 Pennsylvania Avenue, Washington, DC 20005, Tel: + 202-514-0000, Fax: +1 202-514-0080, E-mail: Kenneth.harris@usdoj.gov

Mr Christopher PAINTER, Asst Director FBI Cyber Division and Chair G8 HTCSG, United States, Tel +1 (202) 651 3072, Fax +1 (202) 514 6113, E-mail: Christopher.Painter@ic.fbi.gov

AUTRES PARTICIPANTS

AZERBAIDJAN

Bakhtiyar N.MAMMADOV, Head of Legal and Human Resources department, The Ministry of Communications and Information Technologies of the Republic of Azerbaijan, Tel: (+994 12) 493 05 26, (+994 12) 498 57 35, (+994 12) 498 79 12 E-mail: law@mincom.gov.az, MCIT website <http://www.mincom.gov.az>

BRESIL

Mr Gilberto MARTINS D'ALMEIDA, Martins de Almeida Advogados, rua Mexico 41, Suite 502, Rio de Janeiro, RJ 20031-144 E-mail: mda@all.net.br

CANADA

Mr Gareth SANSOM, Director, Technology & Analysis, Ministry of Justice, Canada, 284 Wellington Street, Room 5021, OTTAWA (Ontario) K1A 0H8, Canada; Tel.: +613 9574733, Fax: +613 941 9310, E-mail: gareth.sansom@justice.gc.ca

REPUBLIQUE TCHEQUE

Mr Tomáš HUDEČEK, Ministry of Justice, International Section, Vyšehradská 16, 128 10 PRAGUE 2, Czech Republic; Tel: +420 221 997 932, Fax: +420 221 997 945, E-mail: thudecek@msp.justice.cz

GEORGIE

Ms Natia GVAZAVA, Head of International Cooperation Unit, Ministry of Internal Affairs of Georgia, 10 Gulua str, 0114, TBILISI, Georgia; Tel: +995 77528535, Fax: +99532746206, E-mail: natiagvazava@security.gov.ge

ALLEMAGNE

Ms Nora KAISER, Deputy Head of Division, Federal Ministry of Justice, Mohrenstrasse 37, 10117 Berlin, Germany, Tel +49 (0) 30 18 580 9241, Fax+49 (0) 30 18 580 9242, E-mail: kaiser-no@bmj.bund.de

GRECE

Georgios DSAKALOPOULOS, Deputy to the Permanent Representative of Greece to the Council of Europe, 21, place Broglie - 67000 Strasbourg, Tél. 03 88 32 88 18 ,Fax 03 88 23 12 46, E-mail : greekdelegce@wanadoo.fr

JAPON

Mr Shoichi ITO, Senior Superintendent, Cybercrime Division, Community Safety Bureau, National Police Agency, 2-1-2, Kasumigaseki, Chiyoda-ku, 100-8974 TOKYO, Japan; Tel: +81 3 3581 0141(ext 3430), Fax: +81 3 3581 4093, Email: sito07@npa.go.jp

Mr Takahiro TSUDA, Attorney, Criminal Affairs Bureau, Ministry of Justice, 1-1-1 Kasumigaseki, Chiyoda-ku, Tokyo 100-8977, Tel: (+81)-3-3592-7061, Fax: (+81)-3-3592-7067, Email: tt080460@moj.go.jp

Mr Akira TAKANO, Consul (Attorney), Consulate General of Japan, "Tour Europe", 20 Place des Halles, 67000 STRASBOURG, France ; Tel: +33 3 88 52 85 05, Fax: +33 3 88 22 62 39, Email: akira.takano@fr.oleane.com

LICHTENSTEIN

Ms Isabel FROMMELT, Diplomatic officer, Office for Foreign Affairs, Heiligkreuz 14, Postfach 684, FL-9490 VADUZ, Tel: + 423 236 60 64, Fax: + 423 236 60 59, Email: Isabel.frommelt@aaa.llv.li

MEXIQUE

M. Guillermo VALLS, Legal Attaché for the European Union & Switzerland, Office of the Attorney General, Tel. + 34 917633692, 4959, Fax + 34 917632249, Email. gvals@pgr.europa.net and gvals@pgr.gob.mx

PORTUGAL

Mr Pedro VERDELHO, Public Prosecutor, Centro de Estudos Judiciários,Largo do Limoeiro, 1149-048 LISBOA, Portugal; Tel: +351 21 884 5600, Fax: +351 21 884 5615, E-mail: pedro.verdelho@gmail.com; pedro.m.verdelho@mpublico.org.pt

FEDERATION DE RUSSIE

Mr. A.I.YUROVSKIY – Chief Counselor, Department of Legal Matters of Security, State Legal Directorate of the President of the Russian Federation

Mr. V.K.YERMAKOV – Counselor, Permanent Representation of the Russian Federation at the Council of Europe, 75, allée de la Robertsau, 67000 Strasbourg, Tél. 03 88 24 20 15 - Fax 03 88 24 19 74
E-mail : representationpermdrussie@wanadoo.fr

Mr. K.A.KOSORUKOV – Adjoint for Legal Affairs to the Permanent Representative of the Russian Federation at the Council of Europe, 75, allée de la Robertsau, 67000 Strasbourg, Tél. 03 88 24 20 15 - Fax 03 88 24 19 74
E-mail : representationpermdrussie@wanadoo.fr

SUISSE

Mr Adrian KOSTER, Juriste, Federal Office of Police, Nusbaumstrasse 29, 3003 BERN, Switzerland; Tel: +41 31 32 57 234, E-mail: Adrian.koster@fedpol.admin.ch

TURQUIE

Mr Bilal SEN, Superintendent, Turkish National Police – Cyber Crime Unit, Karanfil Sokak No: 57 Kizilay Ankara, Turkey, Tel: +903124127480 (office) +905053562452 (mobile), Fax: +903124127459, E-mail: bilalsen@kom.gov.tr

Mr Abdulvahap DARENDELİ, Vice-President, Radio and Television Supreme Council, Bilkent Plaza B2 Blok Bilkent-ANKARA/TURKIYE; Tel: 00.90.312.2661977, Fax: 00.90.312.2661971
E-mail: darendeli@rtuk.org.tr

Mr Nihat ÇAYLAK, Expert, Radio and Television Supreme Council, Bilkent Plaza B2 Blok Bilkent-ANKARA/TURKIYE; Tel: +90 312 2975538, Fax: +90 312 2661964, E-mail: nihatcaylak@rtuk.gov.tr

ROYAUME-UNI

Mr Justin MILLAR, Acting Head of Unit, OFCU, Home Office, Tel: +44 0207 035 1578, E-mail: Justin.Millar4@homeoffice.gsi.gov.uk

COMITE EUROPEEN POUR LES PROBLEMES CRIMINELS (CDPC)

Mr, Dr. Hans-Holger Herrnfeld, Regierungsdirektor, Federal Ministry of Justice, Head of Division International Criminal Law, European and Multilateral Cooperation in Criminal Matters, 11015 Berlin, Federal Republic of Germany, Phone: +49 30 2025 9226 - Fax: +49 30 2025 8265 Mobile - +49 160 906 32 593, E-mail: Herrnfeld-Ha@bmj.bund.de

COMITE DIRECTEUR SUR LES MEDIAS ET LES NOUVEAUX SERVICES DE COMMUNICATION (CDMC)

Mr Garegin CHUGASZIAN, Executive Director? IT Foundation, 2 Arshakuniats Ave., II Floor, 375023, Yerevan, Armenia, Tel: 00 37410 528282, Fax: 00 37416 5566649, E-mail: gareginc@yahoo.com

OFFICE DES NATIONS UNIES CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME (UNODC)

Ms Gillian MURRAY, Focal Point for Cybercrime, Division for Treaty Affairs, United Nations Office on Drugs and Crime, Vienna International Centre, P.O. Box 600, 1400 VIENNA, Austria; Tel: + 43 1 26060 4084, Email: gillian.murray@unodc.org

COMMISSION EUROPEENNE

Mr Ruben LOMBAERT, Policy Officer, European Commission, Directorate-General Justice, Freedom and Security, Directorate F.2 Fight against Organised Crime, Office LX46 3/137, 1049 Brussels, Belgium, Tel: +32.2.298.77.09, Fax: +32.2.296.76.33, E-mail: ruben.lombaert@ec.europa.eu

INTERPOL

Mr Bernhard OTUPAL, Assistant-Director Financial and High Tech, 200 Quai Charles de Gaulle 69006 Lyon, France, E-mail : b.otupal@interpol.int

SECRETARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE

Conseil de l'Europe - Direction des droits de l'Homme et des affaires juridiques

T-CY – Contacts

Site web: www.coe.int/cybercrime

Téléphone du secrétariat: +33 3 88 41 30 36

M Jan KLEIJSSSEN, Directeur des Activités Normatives

M Jörg POLAKIEWICZ, Sécrétaire du T-CY, Chef de Service des réformes législatives

M Alexander SEGER, Chef de Division du crime économique, Service de coopération technique , Direction de coopération

M Kristian BARTHOLIN, Co-Sécrétaire du T-CY, Service des réformes législatives

M Lee HIBBARD, Coordinateur des activités concernant la société d'information internationale, Division des Médias et de la Société d'Information, Secrétaire du CDMC

Mme Olga SOKOL, Assistante, Service des réformes législatives

Mlle Evgenia GIAKOUMOPOULOS, Visiteur d'études

Mlle Anne-Marie SCHOOREL, stagiaire

M Valerio MAIONE, stagiaire

CODEXTER :

Albina OVCEARENKO, Co-Sécrétaire du CODEXTER
Task Force contre le Terrorisme

INTERPRETES

Mme Lise BASSU, Mme Pascale MICHLN, M Olivier OBRECHT